

ÉLECTIONS EUROPÉENNES du 26 MAI 2019



# *DÉPASSER* L'EUROPE DES ÉTATS



RÉGIONS ET  
PEUPLES  
SOLIDAIRES

plateforme programmatique  
[www.federation-rps.org](http://www.federation-rps.org)

# SOMMAIRE

## **3. DÉMOCRATIE / INSTITUTION : RAPPROCHER L'UNION EUROPÉENNE DES CITOYENS ET CONSTRUIRE UNE DÉMOCRATIE TERRITORIALE**

- En améliorant l'intégration du fait européen et la représentation des territoires dans l'élection des députés européens
- En renforçant le pouvoir des citoyens et des députés au sein de l'Union Européenne
- En renforçant la transparence et le contrôle de l'action publique par les citoyens
- En moralisant la vie politique européenne
- En construisant l'Europe des peuples et des régions

## **5. ÉCONOMIE : DOTER L'UNION EUROPÉENNE DE MOYENS À LA HAUTEUR DE SES AMBITIONS POUR ASSURER LA SOUVERAINETÉ DES EUROPÉENS**

- En renforçant l'autonomie fiscale de l'Union Européenne vis-à-vis des États
- En renforçant le budget et en le rapprochant des territoires
- En faisant de l'Euro un instrument politique et démocratique de développement
- En soutenant un commerce équitable
- En soutenant la reconversion de l'industrie dans une optique de durabilité

## **7. SOLIDARITÉ : INSTAURER UNE POLITIQUE EUROPÉENNE INTERVENTIONNISTE POUR RÉDUIRE LES ÉCARTS DE RICHESSE**

- En instaurant une politique sociale protectrice des plus faibles
- En construisant des politiques au plus proche des territoires

## **8. JUSTICE ET SÉCURITÉ : ASSURER LA JUSTICE, LA LIBERTÉ ET LA SÉCURITÉ DE TOUS**

- En sortant du bilatéralisme et de l'Europe des États
- En améliorant la coopération entre les États et en garantissant les libertés fondamentales

## **8. AGRICULTURE ET PÊCHE : SORTIR DE LA LOGIQUE PRODUCTIVISTE**

- En soutenant une pêche et une agriculture saines, durables et de proximité

## **9. ÉNERGIE : PENSER AUX GÉNÉRATIONS FUTURES**

- En définissant la lutte contre le changement climatique comme l'objectif principal de l'UE pour les prochaines décennies

## **10. TRANSPORT : DÉVELOPPER ET FACILITER LES ÉCHANGES ENTRE LES EUROPÉENS**

- En soutenant les relations interrégionales transfrontalières avec une exigence de durabilité

## **10. CULTURE : LUTTER CONTRE LE ROULEAU COMPRESSEUR DE L'UNIFORMISATION**

- En reconnaissant juridiquement la diversité culturelle et linguistique de l'Union Européenne et pas seulement celle des États

## **11. POLITIQUE ÉTRANGÈRE / DÉFENSE : UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE AUDIBLE ET RESPECTUEUSE DES DROITS FONDAMENTAUX**

- En sortant de la logique de l'égoïsme des États
- En développant les partenariats avec les pays du Sud
- En dotant l'Union Européenne d'une voix diplomatique et militaire

## **12. NOS CANDIDATS**

# DÉPASSER L'EUROPE DES ÉTATS

La France est le pays de l'Union Européenne où les écarts de richesse entre les territoires sont les plus forts. D'un côté, il y a l'Île-de-France qui compte parmi les dix régions les plus riches de l'UE. De l'autre, il y a Mayotte qui n'est devancée, au palmarès des régions les plus pauvres, que de peu par Severozapaden en Bulgarie. Même en Allemagne, trente ans à peine après la réunification, les différences entre les Länder de l'Ouest (ex-RFA) et ceux de l'Est (ex-RDA) sont moins prononcées que dans l'Hexagone. Expression, sans doute, de l'efficacité du système fédéral, dans le Land le moins développé d'Allemagne qui se situe en ex-RDA (le Mecklenburg-Vorpommern), les habitants sont plus riches que dans un tiers des vingt-deux anciennes régions françaises de métropole.

L'Allemagne est un État fédéral dont la capitale est Berlin. Mais la région de Berlin n'est pas la plus riche d'Allemagne. La France, elle, est un pays centralisé davantage préoccupé par le développement de Paris et de quelques autres grandes métropoles que par une répartition homogène des richesses et de leur production sur le territoire.

Dans la plus part des pays européens comme la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni ou l'Italie, l'autonomie des régions est la norme. En Allemagne et en Autriche, les régions (Länder) participent au fonctionnement de l'État. En France, les régions subissent les décisions de l'État. Depuis près de quinze ans et notamment le quinquennat de Nicolas Sarkozy, l'État impose une recentralisation à marche forcée. Après la suppression, par la droite, de l'autonomie fiscale des régions et des collectivités locales, François Hollande, pour la gauche, a continué en coupant les dotations aux territoires, puis de façon unilatérale a rayé de la carte, certaines régions comme l'Alsace ou l'Auvergne et ce, contre l'avis de leurs habitants, leurs élus et des traités internationaux.

Les régions de l'Hexagone, de métropole ou d'outre-mer, sont étouffées par l'hypercentralisme. Leurs cultures sont menacées car écrasées sous le poids de l'uniformisation et de la prétendue défense de la langue française. Il n'y a pas de langue

qui meurt, comme dit le poète, mais que des langues que l'on tue. Et l'État français est responsable de cette situation. Face à cette reprise en main de la France par les jacobins de tous bords, l'Europe représente une alternative.

## L'espoir européen

La Politique de Cohésion qui vise à aider les régions les moins riches de l'Union Européenne par un mécanisme de solidarité a eu des effets positifs incontestables. Les régions les plus pauvres de l'UE, notamment celles de Bulgarie et de Roumanie (ex-bloc soviétique) se sont considérablement développées depuis l'élargissement de l'UE à l'Est. Même s'il reste encore beaucoup à faire, la part de la population menacée de pauvreté a chuté et le PIB par habitant s'est, lui, accru.

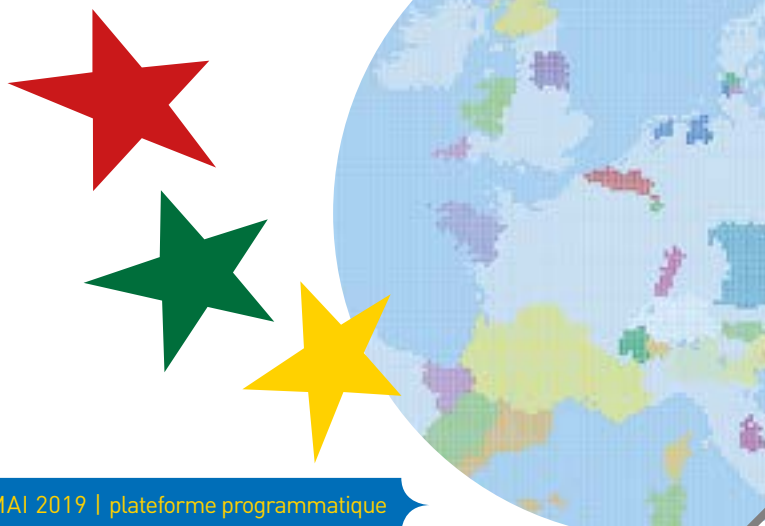
Les régions de l'Hexagone qui ont toutes un niveau de développement économique inférieur à la moyenne européenne, hormis l'Île-de-France et Rhône-Alpes, ont pu compter sur le soutien de l'UE. Tramways à Brest, Clermont-Ferrand, le Havre ou Valenciennes, station d'épuration à la Réunion, internet haut-débit dans la Drôme et l'Ardèche, campus universitaire en Guyane : tous ces projets ont été réalisés grâce au concours de l'UE.

L'Europe soutient les territoires et défend la diversité culturelle. L'Europe est unie dans la diversité et a fait de ce principe sa devise. Le maltais parlé par 500.000 locuteurs seulement jouit de la même reconnaissance et des mêmes droits que l'anglais ou l'allemand.

Dans l'UE, toutes les langues sont égales mais à condition d'être officielles dans un des États membres. Et c'est là toute la limite de l'UE.



**La France est le pays de l'Union Européenne où les écarts de richesse entre les territoires sont les plus forts.**





## Une Europe sclérosée par les États

L'UE est une union d'États qui défendent leurs intérêts particuliers. Contrairement au letton ou au gaélique, le catalan, pourtant parlé par plus de 11 millions de locuteurs, au seul motif qu'il n'est la langue d'aucun État membre, n'est pas reconnu par l'UE.

Les institutions européennes sont l'expression de cette union entre États. Chacun des commissaires européens est proposé un État membre, le Conseil de l'Union Européenne rassemble les ministres de chacun des États ; enfin, le Conseil Européen réunit les chefs d'État et de gouvernement. Les décisions sont prises par les États et pour les États puis sont appliquées selon la législation en vigueur dans chacun des États membres.

C'est cette mainmise des États sur l'UE qui pose problème et qui contraint l'UE à l'inaction. Le drame des migrants en témoigne : l'UE est paralysée, incapable d'agir à cause de l'égoïsme des États.

Ce qu'il faut donc, ce n'est pas moins d'Europe comme le plaident les eurosceptiques ni plus d'Europe comme le clament certains eurobéats mais « mieux » d'Europe. L'Europe est coincée au milieu du gué, incapable d'avancer à cause des États. Pour reprendre le chemin du « rêve européen », il faudra dépasser l'Europe des États et construire l'Europe des régions et des peuples solidaires. C'est le message que nous porterons lors des élections européennes.



«  
C'est cette mainmise des États sur l'UE qui pose problème et qui contraint l'UE à l'inaction.»

*Gustave Alirol, président de Régions et Peuples Solidaires*





# DÉMOCRATIE INSTITUTION

Rapprocher l'Union Européenne des citoyens et construire une démocratie territoriale



PAUL MOLAC

En améliorant l'intégration du fait européen et la représentation des territoires dans l'élection des députés européens :

➤ Le mode de désignation des eurodéputés sera réformé :

→ La liste unique nationale, en vigueur en France, sera abrogée

→ Pour assurer la représentation des territoires, la moitié des députés européens sera élue dans des circonscriptions locales. Pour garantir la juste représentation de la diversité des opinions, l'autre moitié des eurodéputés sera élue à partir de listes uniques à l'échelle de toute l'Europe qui auront valeur corrective.

➤ La tête de liste dans la circonscription transnationale est le candidat de sa famille politique au poste de Président de la Commission européenne.

En renforçant le pouvoir des citoyens et des députés au sein de l'Union Européenne :

➤ Les commissaires européens ainsi que le président de la Commission Européenne seront nommés par les eurodéputés et responsables de leur politique devant le Parlement Européen. La Commission Européenne, réformée, deviendra le Gouvernement de l'UE.

➤ Le Parlement Européen sera doté d'un statut de parlement de plein exercice avec un pouvoir d'initiative législative. Ses prérogatives seront étendues notamment à la fiscalité.

➤ Pour encourager les citoyens à participer directement au processus législatif, les règles de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) seront assouplies. La Commission Européenne ne pourra plus s'opposer à une ICE dès lors que cette dernière réunit tous les critères de recevabilité.

En renforçant la transparence et le contrôle de l'action publique par les citoyens :

➤ Tous les débats au Conseil, y compris ceux à l'Eurogroupe seront retransmis publiquement.

➤ Tous les votes au Conseil, y compris ceux à l'Eurogroupe seront publiés.

➤ La règle de l'unanimité au Conseil sera abrogée et le vote à la majorité qualifiée sera généralisé.

En moralisant la vie politique européenne :

➤ Une totale transparence sera faite sur l'utilisation des moyens mis à disposition des Commissaires et des Députés Européens dans le cadre de leurs mandats, notamment sur les frais généraux des Députés Européens.

➤ Pour éviter la concentration géographique des pouvoirs, le siège de chacun des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sera implanté à des endroits différents de l'Union Européenne. Le siège du Parlement Européen sera à Strasbourg.

« Une totale transparence sera faite sur l'utilisation des moyens mis à disposition des Commissaires et de Députés Européens. »



En construisant l'Europe des peuples et des régions :

➤ L'Union Européenne adhèrera à la Charte de l'Autonomie Locale afin de garantir l'indépendance politique, administrative et financière de toutes les collectivités locales.

➤ Le traité sur l'Union Européenne sera réformé pour y inclure, parmi les droits fondamentaux, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A l'instar de la Catalogne ou de l'Ecosse, les nations sans État doivent pouvoir s'autodéterminer par un processus démocratique sans entrave.

➤ Les nouveaux États de l'Union Européenne issus d'un processus démocratique d'autodétermination deviendront de facto membres de l'UE s'ils en font la demande et s'ils répondent aux critères de Copenhague.

➤ Le Conseil Européen sera supprimé. L'actuel Conseil sera, lui, remplacé par un Sénat bicéphale des États et des régions. Les États siègeront au sein de la formation « États » et géreront les questions de nature régaliennes comme la monnaie, la défense et les frontières. Le pouvoir de décision appartiendrait aux régions, dotées de compétences législatives, qui l'exerceraient au sein de la formation « Régions » sur les questions liées de plus près aux territoires comme la pêche, l'agriculture, l'énergie, ou la culture.

« Les nations sans État doivent pouvoir s'autodéterminer par un processus démocratique sans entrave. »



# ÉCONOMIE

Doter l'Union Européenne de moyens à la hauteur de ses ambitions pour assurer la souveraineté des Européens

En renforçant l'autonomie fiscale de l'Union Européenne vis-à-vis des États :

➤ Une taxe européenne sur les transactions financières sera instaurée.

➤ Une taxe sur les bénéfices sera adoptée, pour contraindre les multinationales exerçant sur le territoire de l'UE, à payer leur juste contribution.

➤ Une agence européenne contre l'exil fiscal et les paradis fiscaux sera créée afin de récupérer les 1000 milliards d'euros de recettes fiscales perdues chaque année en Europe.

➤ La règle de « l'apportionnement » sera appliquée pour contraindre les multinationales à répartir leurs bénéfices imposables entre les pays où elles opèrent réellement. Cela contribuera à limiter l'intérêt du changement de domiciliation fiscale par soucis d'optimisation.

➤ Les productions importées ne respectant pas des conditions sociales minimales ou induisant une forte atteinte au climat et à l'environnement (taxe justice sociale/climat) seront taxées.

En renforçant le budget et en le rapprochant des territoires :

➤ Le budget européen qui ne représente à peine qu'un 1% de la richesse produite dans l'Union Européenne est en régression et soumis aux aléas des États. Il sera augmenté afin de développer la capacité d'intervention de l'Union Européenne.

➤ De façon effective, la totalité de la gestion des fonds européens sera transférée aux régions.



➤ De façon transitoire un budget de la zone euro sera créé afin de financer des investissements durables dans les territoires en difficulté structurelle ou conjoncturelle. Ce budget fusionnera à terme avec celui de l'UE et l'Euro sera la monnaie de toute l'Union Européenne.

En faisant de l'Euro un instrument politique et démocratique de développement :

➤ L'Euro doit devenir à terme la monnaie unique de l'UE.

➤ L'Union Européenne doit pouvoir choisir entre une politique monétaire qui lutte contre l'inflation et une politique monétaire qui soutient l'économie. Un équilibre doit être trouvé entre un Euro stable qui favorise l'investissement, un Euro fort qui favorise les importations utiles et un Euro faible qui facilite les exportations.

➤ Le pouvoir de nomination des membres de la BCE sera transféré au Parlement européen après débat et vote public.

« De façon effective, la totalité de la gestion des fonds européens sera transférée aux régions. »





«  
**L'Europe  
doit devenir  
le leader  
mondial des  
énergies  
durables.**  
»

### En soutenant un commerce équitable :

- Les négociations commerciales bilatérales seront encadrées par des principes sociaux et de protection de l'environnement.
- Les négociations d'accords de libre-échange qui ne respecteraient pas les accords de Paris et les objectifs de développement durable seront suspendues.

### En soutenant la reconversion de l'industrie dans une optique de durabilité :

- Les subventions aux industries les plus polluantes seront supprimées et réorientées vers les industries les moins polluantes ainsi que vers la recherche pour le développement durable.
- Le système d'échange entre les pays de l'Union Européenne de quotas d'émission de CO2, véritable permis de polluer, sera réformé.
- L'Europe doit devenir le leader mondial des énergies durables grâce à un plan d'investissement massif de l'Union Européenne.





# SOLIDARITÉ

Instaurer une politique européenne volontariste pour réduire les écarts de richesse

En instaurant une politique sociale protectrice des plus faibles :

- La lutte contre la pauvreté et le chômage, notamment chez les jeunes, seront des priorités.
- Les droits sociaux en Europe seront harmonisés par le haut.
- Un salaire minimum, variable en fonction du coût de la vie sera instauré dans chaque pays de l'UE.
- A terme, les niveaux de vie devront converger vers le haut.
- Un socle européen d'assurance chômage sera créé.
- Les cotisations sociales des travailleurs seront appliquées en fonction du lieu de travail et non du pays d'origine lorsque celles-ci sont moins favorables aux salariés
- La lutte contre les fraudes et les emplois dissimulés sera renforcée.

En construisant des politiques au plus proche des territoires :

- La politique de cohésion sera renforcée afin de réduire véritablement les disparités économiques, sociales et territoriales en Europe.
- La politique de cohésion sera définie à partir du plus petit niveau de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS) c'est-à-dire des NUTS 3 pour coller au plus près des réalités économiques de chaque territoire.

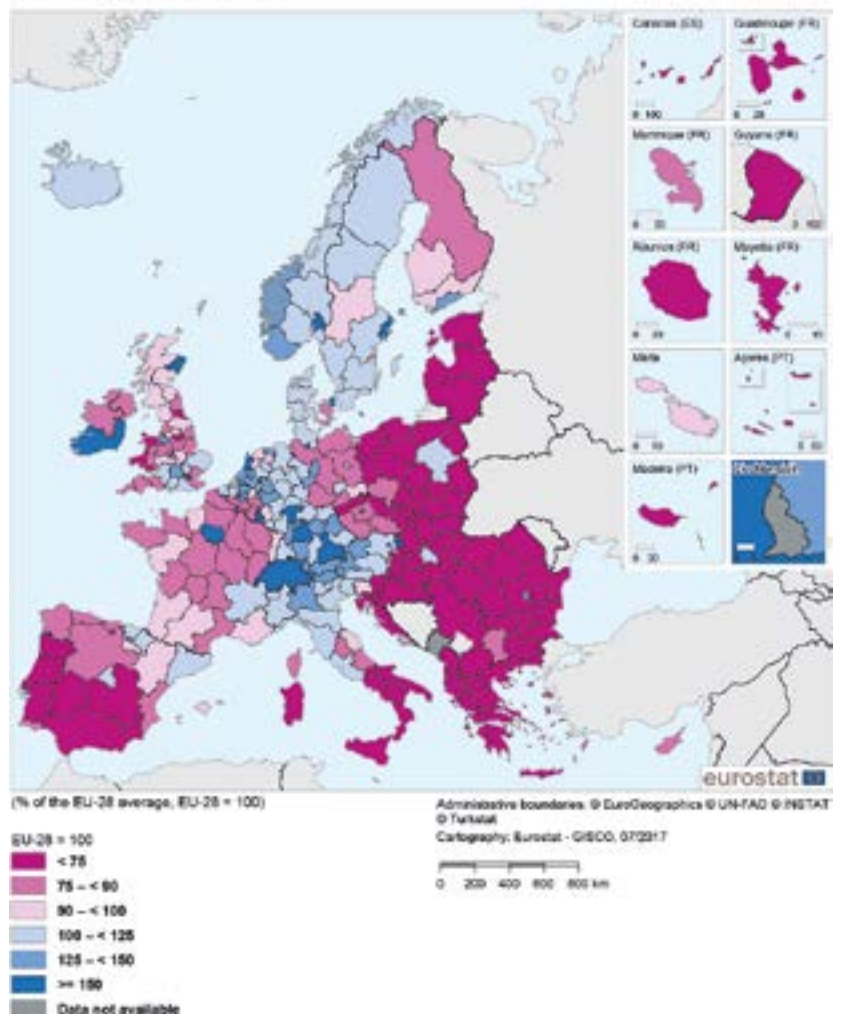
- Les territoires ayant un niveau de développement économique inférieur à la moyenne européenne conserveront leur statut de région intermédiaire. Elles seront les principales bénéficiaires de la politique de cohésion.
- Entre 25% et 30% des appels d'offre, pour certains marchés publics, notamment ceux inférieurs à 150.000€, seront réservés aux PME régionales.



**Un socle européen d'assurance chômage sera créé.**



Gross domestic product (GDP) per inhabitant in purchasing power standards (PPS) in relation to the EU-28 average, by NUTS 2 regions, 2015 (% of the EU-28 average, EU-28 = 100)



Note: Iceland, Norway and Albania 2014; Switzerland and Serbia: national data; Switzerland: provisional.  
Source: Eurostat (online data codes: namu\_19\_2pt0 and namu\_12\_pt0)

# JUSTICE ET SÉCURITÉ

Assurer la justice, la liberté et la sécurité de tous

## En sortant du bilatéralisme et de l'Europe des États :

- L'Union Européenne doit être la garante des Droits de l'Homme au sein de l'Union Européenne.
- En cas de violation des droits fondamentaux, et dans le cadre de la procédure dite de l'article 7 du TUE, les fonds européens pourraient être temporairement et directement gérés par la Commission.
- La décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen sera modifiée pour que la cour européenne de justice puisse être saisie. Elle sera compétente pour casser le Mandat d'Arrêt Européen s'il n'est pas conforme.

## En améliorant la coopération entre les États et en garantissant les libertés fondamentales :

- Pour lutter contre les menaces terroristes et les attaques extérieures, la coopération et le partage d'information entre les polices européennes ainsi qu'entre les services de renseignement seront renforcés sous l'autorité du commissaire européen chargé des affaires intérieures.
- La liberté de déplacement introduite par Schengen sera garantie.



# AGRICULTURE ET PÊCHE

Sortir de la logique productiviste

## En soutenant une pêche et une agriculture saines, durables et de proximité :

- La Politique Agricole Commune sera révisée en profondeur pour soutenir, en priorité, les petits agriculteurs et ceux qui défendent l'agriculture biologique ou raisonnée.
- Sur un plan quantitatif, l'objectif de la PAC sera de fixer un niveau de production correspondant globalement à un niveau d'autosuffisance alimentaire.
- Pour lutter contre l'industrialisation de l'agriculture qui favorise économiquement les plus grandes exploitations, un plafond aux aides agricoles sera imposé.
- Les indicateurs et les appellations géographiques agroalimentaires seront développés et étendus aux produits manufacturiers.
- Le monde rural sera soutenu en développant les crédits du FEADER.
- Les produits phytosanitaires de synthèse tel que le Glyphosate et les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) seront interdits d'utilisation dans toute l'Union Européenne. Les aliments comportant des traces de produits phytosanitaires ou d'OGM seront interdits à l'importation dans l'Union Européenne.
- Le travail des gardes-côtes européens doit être orienté principalement contre la pêche illégale.
- La Politique Commune de Pêche sera révisée en profondeur pour soutenir, en priorité, les petits pêcheurs et exploitants dans le cadre du respect des ressources halieutiques.
- Les accords de pêche avec des États tiers seront intégralement révisés pour lutter contre le pillage organisé par la grande pêche européenne et afin de respecter le droit des peuples à disposer librement de leurs ressources naturelles et halieutiques.

# ÉNERGIE

## Penser aux générations futures

En définissant la lutte contre le changement climatique comme l'objectif principal de l'UE pour les prochaines décennies :

➤ L'Union Européenne investira massivement dans la transition énergétique afin de sortir de l'énergie carbonée ou nucléaire et assurer l'autonomie énergétique du continent dans le respect des choix démocratiques des territoires.

➤ L'Union Européenne deviendra « l'ambassadeur » de la dénucléarisation civile et militaire dans le monde.

➤ L'efficacité énergétique deviendra l'axe majeur de la transition énergétique en Europe afin de réduire les consommations et aider les plus défavorisés à faire face aux dépenses énergétiques.

➤ Investissements massifs dans la transition écologique seront réalisés afin de sortir de l'économie de la consommation de masse et entrer dans la société de la sobriété.

«  
**Aider les défavorisés à faire face aux dépenses énergétiques.**  
»



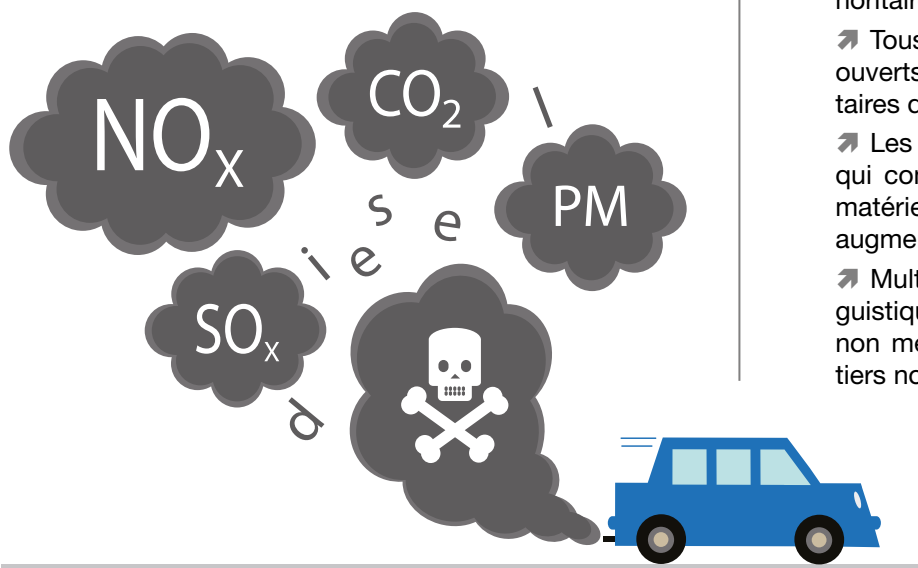


## TRANSPORT

Faciliter les échanges entre les Européens et repenser les transports

En soutenant les relations interrégionales transfrontalières avec une exigence de durabilité

- Les déplacements du quotidien et de proximité et les grands axes internationaux seront soutenus par l'Union Européenne en tenant compte des besoins des populations et en recherche de tout processus démocratique décisionnel.
- L'Union Européenne investira dans les alternatives au transport routier notamment dans le rail, le fluvial, le maritime.
- Les transports du quotidien transfrontaliers telle que la ligne Nice-Cuneo et les projets européens utiles structurants seront la priorité de la politique des transports de l'Union Européenne.
- Le réseau des pistes cyclables européennes – Eurovélo - sera développé.
- L'Union Européenne ne subventionnera plus les grands projets inutiles et désastreux tels que le Lyon-Turin.



## CULTURE

Lutter contre le rouleau compresseur de l'uniformisation



En reconnaissant juridiquement la diversité culturelle et linguistique de l'Union Européenne et pas seulement celle des États :

- Parce que toutes les langues sont égales en dignité, les langues régionales et minoritaires de l'Union Européenne seront protégées, promues, et reconnues comme officielles par l'Union Européenne.
- Les États membres de l'Union Européenne seront contraints de ratifier la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires.
- Tous les programmes européens seront ouverts aux langues régionales et minoritaires d'Europe.
- Les programmes culturels européens qui contribuent à l'entretien du patrimoine matériel et immatériel de l'humanité seront augmentés.
- Multiplier les partenariats culturels et linguistiques avec les autres pays européens non membres de l'UE mais aussi les pays tiers non européens.



# POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Une politique extérieure audible et respectueuse des droits fondamentaux

## En sortant de la logique de l'égoïsme des États :

➤ La politique migratoire, gérée actuellement par les États seuls, sera coordonnée par l'Union Européenne.

➤ Le règlement de Dublin doit être réformé pour que l'ensemble des États et des territoires de l'Union Européenne prennent leur part de responsabilité dans l'accueil des demandeurs d'asile.

➤ Les moyens pour venir en aide aux demandeurs d'asile et aux migrants fuyant des zones de conflits et de guerres seront augmentés.

➤ Les conditions d'intégration des demandeurs d'asile ou des migrants devront être définies en associant les autorités des territoires autonomes, dans le cadre de la convention de Genève.

➤ Mettre un terme à la vente de tous types d'armes à tous les régimes dictatoriaux.

## En développant les partenariats avec les pays du Sud :

➤ Les partenariats avec les pays du voisinage européen (Afrique du Nord, Proche-Orient, Europe de l'est) seront renforcés. Le voisinage immédiat de l'Europe sera déclaré « zone de coopération privilégiée ». En concertation avec les États, les peuples et les sociétés civiles, l'Europe conditionnera ses actions de coopération au respect des principes de transparence, de démocratie et de respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques.

➤ Repenser la politique de coopération, de manière à réduire significativement les flux d'exilés forcés.

➤ L'aide au développement des pays les plus pauvres de la planète sera renforcée et sera conditionnée par une exigence de transparence et de lutte contre la corruption.

## En dotant l'Union Européenne d'une voix diplomatique :

➤ L'Union Européenne intégrera le Conseil de Sécurité des Nations Unies en lieu et place des États de l'UE qui le composent actuellement parmi les membres permanents et non-permanents.



**Associer les autorités des territoires autonomes, dans le cadre de la convention de Genève**



Niko



# NOS CANDIDAT(E)S

Régions et Peuples Solidaires (R&PS) est l'organisation qui fédère les mouvements régionalistes et autonomistes.

Elle compte parmi ses membres des représentants d'Alsace, de Bretagne, de Catalogne, de Corse, de Moselle, du Pays Basque, d'Occitanie et de Savoie. Quatre députés sont rattachés politiquement à R&PS depuis les dernières législatives et les principaux dirigeants

actuels de la Collectivité de Corse sont issus d'organisations membres de R&PS.

Les régionalistes et les écologistes sont des « compagnons de route » de longue date. Ils forment au Parlement Européen depuis 1989, un groupe commun, aujourd'hui appelé Groupe Verts / Alliance Libre Européenne (l'ALE représentant les eurodéputés « régionalistes »).



Femu a Corsica

Le partenariat historique entre écologistes et régionalistes est relancé !

## François ALFONSI 9<sup>ème</sup> / liste

Corse | Corsica

Maire d'Osani

Depuis trente ans – participation au parrainage de la candidature d'Antoine Waechter en 1988 – écologistes et régionalistes ont été régulièrement des partenaires politiques. Ce partenariat s'élargit à l'Europe à travers le groupe parlementaire Verts-ALE qui rassemble les députés européens d'Ecosse, de Catalogne ou du Pays de Galles avec les députés écologistes venus de tous les pays d'Europe.

Les raisons de ce partenariat, inscrit dans un temps aussi long, sont politiques. Fondamentalement, écologistes et régionalistes partagent une même valeur : l'amour de leur « Région », cet « écosystème » qui relie les hommes et les femmes à leur culture, à leur langue, à leurs paysages, à leur histoire, à leur « art de vivre ».

Les logiques consuméristes et productivistes veulent faire disparaître toutes les différences que nous défendons car elles s'opposent par nature à la standardisation des produits, à la concentration de l'économie entre les mains de quelques uns, et à une « restructuration » des territoires menée au nom d'une « compétitivité » qui désertifie le rural et qui engorge les grands centres urbains.

L'avenir que nous voulons est celui de citoyens en paix avec leur identité, fiers et tolérants, capables d'opposer les solidarités qui les unissent naturellement au rouleau compresseur de l'uniformisation mondialisée.

L'Europe que nous voulons est celle d'une Union de territoires ayant la maîtrise démocratique de leur destin, aptes à décider par eux-mêmes de leur avenir, tout en organisant leur solidarité et leur cohésion d'ensemble. A travers leurs « régions historiques », qui doivent être garanties dans leurs droits par des autonomies de plein droit et de plein exercice, tous les peuples d'Europe doivent trouver leur place, pleine et entière, dans la construction européenne.

Dans la France jacobine, ce combat est plus difficile encore qu'ailleurs en Europe. Nous nous sommes regroupés dans la Fédération Régions et Peuples Solidaires pour pouvoir le mener avec plus de force. En renouant le partenariat avec le mouvement écologiste, nous ouvrons de nouvelles perspectives, pour cette élection européenne et au delà.



Union Démocratique Bretonne

## Lydie MASSARD 14<sup>ème</sup> / liste

Bretagne | Breizh

Parent d'élèves de l'école Diwan

Présidente d'un club de lutte bretonne

Arrivée en 2014 à l'Union Démocratique Bretonne (UDB), je suis fondamentalement attachée à la défense des territoires « oubliés », et de la solidarité entre les individus. Très active dans le milieu de soutien auprès des réfugiés, je n'hésite pas à donner de mon temps et mon énergie pour venir en aide aux personnes en détresse.

Elue responsable de la fédération du Morbihan de l'UDB en janvier 2019, je m'implique au quotidien pour promouvoir les idées d'autonomie de la Bretagne, de solidarité entre les peuples, d'écologie, de progrès social et de valorisation de la culture et la langue bretonne. A ce titre, je m'implique de manière active au sein de l'association de parents d'élèves de l'école Diwan de Pontivy et suis présidente du club de gouren (lutte bretonne) de la ville.

Je porterai haut les couleurs de la Bretagne lors de cette élection européenne, pour promouvoir l'idée d'une Europe sociale, solidaire, écologiste et fédérale : une Europe respectueuse des peuples et de leur diversité.





## Amélie CERVELLO 34<sup>ème</sup> / liste

Catalogne | Catalunya

Ancienne championne de France de pentathlon moderne

Fière de mes racines catalanes et indignée comme des milliers de concitoyens par l'intégration forcée de notre pays dans la méga-région dite Occitanie, je défends la création d'une Collectivité Pays Catalan.

La Collectivité Pays Catalan, au plus près des nécessités des habitants et dotée d'institutions propres, sera capable de mobiliser toutes les énergies au service de l'ensemble des Catalans, indépendamment de leur origine.

Le Pays Catalan, riche d'une culture millénaire et ouvert sur le monde, doit décider lui-même de son avenir, à l'intérieur de notre maison commune : l'Europe.

Les vieux États-Nations comme la France et l'Espagne ont sclérosé l'Europe et muselés les peuples qui n'aspirent qu'à la démocratie. Il faut dépasser l'Europe des États et construire celle des régions et des peuples solidaires. C'est le message que je souhaite porter pendant cette campagne des européennes.

Oui au Pays  
Catalan



## Anne-Marie HAUTANT 62<sup>ème</sup> / liste

Occitanie-Provence | Occitània-Provença

Conseillère municipale d'opposition à Orange

L'écologie est indissociable de la reconnaissance des peuples et des territoires dont ils sont issus. A-t-on jamais vu un arbre, une fleur, une herbe, pousser sans racines? Il en est de l'humanité comme du reste du monde. L'éthnodiversité est aussi essentielle, si ce n'est plus, que la biodiversité. Il faut simplement oser le dire!

L'Europe est censée porter ce message « Unis dans la Diversité ». Malheureusement, là encore, ce sont les intérêts nationaux qui mènent la danse et le « hors sol » reste la règle. Cette belle utopie se perd dans les méandres des traités de libre-échange.

Cette Europe, notre Europe, reste à construire. A nous de convaincre et d'affirmer que « Liberté Egalité Fraternité Diversité » est un programme à partager avec le monde. C'est le combat de Régions et Peuples Solidaires.

Politiquement engagée depuis 2001 (à l'occasion des municipales orangeoises qui ont vu l'extrême droite plébiscitée à 60% des suffrages) ce sont les thèmes de l'identité ouverte aux autres, du respect des territoires, de la reconnaissance des langues régionales comme patrimoine inaliénable de l'humanité, qui sont au cœur de mon engagement. Elue d'opposition au conseil municipal d'Orange depuis 3 mandats, vice-présidente de la région Provence Alpes Côte d'Azur de 2010 à 2015, je mets ces engagements au service de nos concitoyens.

Parti Occitan



## Aurélien BOULÉ 65<sup>ème</sup> / liste

Bretagne | Breizh

Militant de l'Union Démocratique Bretagne / Défenseur de la réunification de la Bretagne

Nantais de 35 ans, et ayant vécu plusieurs années en Irlande et en Belgique, je suis convaincu que l'idéal européen doit passer par une refonte globale du logiciel et du fonctionnement de l'Union Européenne.

Face aux crises démocratiques que nous subissons actuellement, il est urgent de bâtir une Europe fédérale capable de s'exprimer d'une seule voix dans le monde, avec comme pierre angulaire la solidarité entre les peuples qui la composent, le respect de la diversité de ses cultures et une réelle souveraineté démocratique des entités fédérées.

Ainsi, en tant que militant de l'Union Démocratique Bretonne, parti membre de Régions et Peuples Solidaires, je pense que la promotion du droit des peuples à l'autodétermination, l'élargissement interne, la gouvernance à plusieurs niveaux et la diversité culturelle et linguistique seront les éléments essentiels de cette nouvelle Europe fédérale et démocratique.

Union  
Démocratique  
Bretonne



## Lucien BETBEDER 77<sup>ème</sup> / liste

Pays Basque | Euskal-Herria

Maire de MENDIONDE

Conseiller communautaire de la CAPB (communauté d'agglomération du Pays Basque)

Président du BILTZAR des communes du Pays Basque.

Les expériences de la vie ont permis de me forger des convictions fortes sur l'écologie, sur le vivre ensemble, sur le sens de l'accueil et bien entendu sur l'extraordinaire richesse culturelle que nous avons au Pays Basque.

Travaillant dans l'insertion sociale et professionnelle, je me rends compte tous les jours de l'importance de l'attachement à une identité culturelle pour s'engager dans la vie : il faut savoir d'où on vient pour savoir où on va.

Il est essentiel que les cultures, toutes les cultures puissent s'exprimer et vivre dans nos régions. La diversité est une richesse. L'appartenance culturelle est un moteur puissant pour entreprendre et animer un territoire.

La préoccupation de l'écologie doit être dans tous les concepts de développement. Il faut agir maintenant pour que les effets soient palpables dans une génération. Traçons les lignes dès maintenant. Pensons aux générations futures. Pensons à un développement soutenable, investissons sur les économies d'énergie et sur les productions

# ÉLECTIONS EUROPÉENNES du 26 MAI 2019



Régions et Peuples Solidaires soutient la  
liste conduite par Yannick Jadot  
plateforme programmatique

